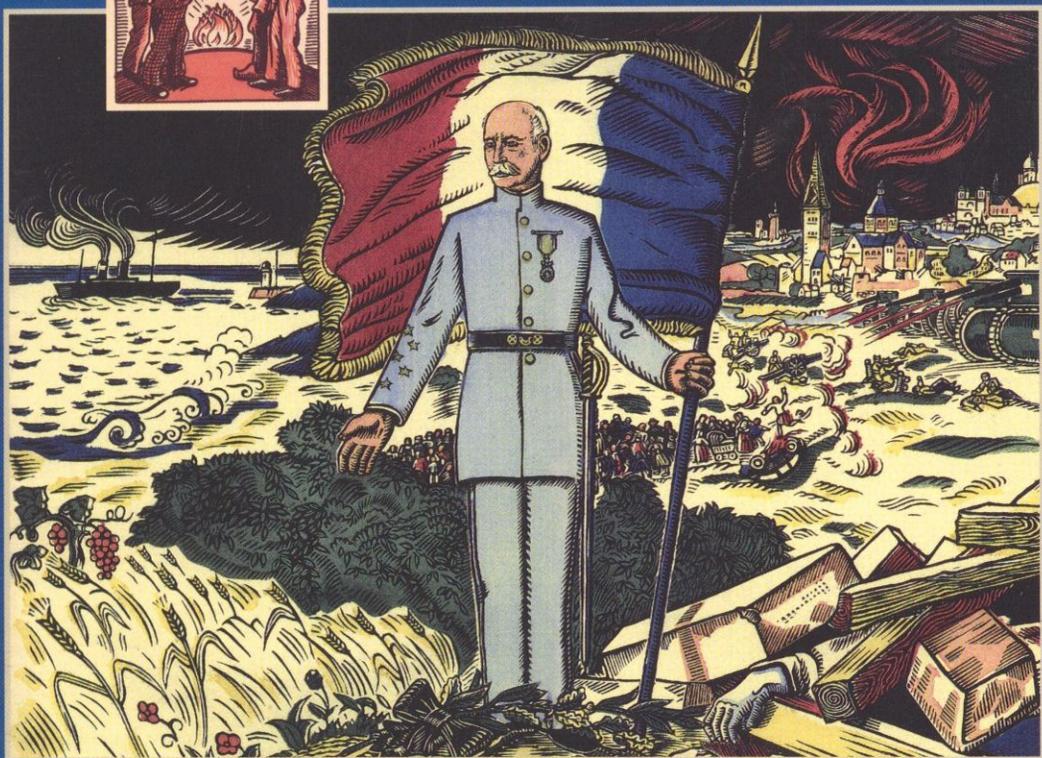


VICHY

CONTRE MOUNIER



LES NON-CONFORMISTES FACE AUX ANNÉES 40



Michel
BERGÈS

ECONOMICA

préface de Jean-Louis
LOUBET DEL BAYLE

0202634046

32

L

Publications du Centre d'Analyse Politique Comparée
Université Montesquieu-Bordeaux IV

VICHY CONTRE MOUNIER

La thèse de doctorat de Mounier, présentée à la Sorbonne en 1937, est le fruit de sa réflexion sur la situation de la France à l'égard de l'Allemagne nazie. Elle constitue un document de première importance pour l'étude de la pensée de Mounier à cette époque. Elle est divisée en deux parties : la première, intitulée "L'Allemagne nazie", traite de la situation de la France à l'égard de l'Allemagne nazie ; la seconde, intitulée "La France", traite de la situation de la France à l'égard de l'Allemagne nazie.

8
D2 MON
1823

ANONIMO
Paris 75015

Publications du Centre d'Analyse Politique Comparée
Université Montesquieu-Bordeaux IV

Collection "Politique Comparée, Série du Centre d'Analyse Politique Comparée", fondée et dirigée par Jean-Louis MARTRES et Jean-Louis SEURIN

1. *La Démocratie pluraliste*, textes réunis et présentés par Jean-Louis Seurin, 1981.
2. *L'Union soviétique dans les relations internationales*, textes réunis et présentés par Francis Conte et Jean-Louis Martres, 1982.
3. *Le constitutionnalisme aujourd'hui*, textes réunis et présentés par Jean-Louis Seurin, 1984.
4. *La Présidence en France et aux Etats-Unis*, études réunies et présentées par Jean-Louis Seurin, 1986.
5. *Enjeux technologiques et relations internationales*, textes réunis par Michel Dusclaud et Jacques Soubeyrol, Avant-propos de Philip Habib, 1986.
6. *Le discours sur les Révolutions*, textes réunis par Jean-Louis Martres, R.B. Simon et J. Béranger, 1991.
7. *Le discours sur les Révolutions*, Jean-Louis Seurin, Christian Lerat & James Ceaser, 1991.

Hors Collection

1. Hervé Coutau-Bégarie, *Le phénomène Nouvelle histoire. Stratégie et idéologie des nouveaux historiens*, 1983.
2. Patrick Quantin, *Les origines de l'idéologie*, 1988.

**Collection "Publications du C.A.P.C.",
dirigée par Michel BERGÈS et Hervé COUTAU-BÉGARIE**

1. Hervé Coutau-Bégarie (et alii), *Aspects du désarmement naval*, 1994.
2. Xu Zhen Zhou, (préface de Jean-Louis Martres), *L'art de la politique chez les légistes chinois*, 1995.
3. Michel Bergès, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, 1997.
4. Jean-Louis Loubet del Bayle, *L'illusion politique au XX^e siècle. Des écrivains face à leur temps. J. Romains, Drieu La Rochelle, Aragon, Bernanos, Camus, Malraux* (à paraître).
5. Jean-Louis Seurin, *Analyse des systèmes politiques* (à paraître).
6. Stein Rokkan (préface de Daniel-Louis Seiler) : *La Science Politique comparée* (à paraître).
7. Stanislas Ehrlich, *Les groupes de pression. Analyse comparée* (à paraître).

La couverture a été créée par Alain-Yves Berger (Grand film 24).

Le frontistice (Le don à la patrie, juin 1940) est tiré de la série de Douze gravures sur bois composant l'Imagerie du Maréchal, publiée à Limoges en 1941.

Les trois documents complémentaires forment un hommage à Maurice Albe qui produisit des lithographies originales pour l'ouvrage Pétain, de Paluel-Marmont, imprimé à la librairie des Champs Élysées à Paris en 1942.

Michel BERGÈS

VICHY CONTRE MOUNIER

LES NON-CONFORMISTES FACE AUX ANNÉES 40

Préface de Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE

*Thèse honorée d'une subvention
du Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche*

 ECONOMICA

49, rue Héricart, 75015 Paris

DL-26 05 1997 19422

*En souvenir de Madeleine, Marthe, Armand Lasserre
Henriette et Adrien Bergès,*

*Du "Temps des Cerises" et du
"Chemin des Dames".*

Venus et repartis

© Économica, 1997



REMERCIEMENTS

Cette étude n'aurait pu être menée à son terme sans le détachement accordé par la Section 40 et le Directeur des Sciences Humaines du CNRS, Alain d'Iribarne, complété, pour la dernière année de recherche, par une intégration à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse due à la compréhension d'André Cabanis, son directeur.

A Toulouse, je dois beaucoup à mon ami et directeur de Thèse de Science politique, Jean-Louis Loubet del Bayle, historien des "non-conformistes", qui a relu patiemment la version initiale de l'ouvrage. Grâce à un échange de tous les instants, il en a enrichi le contenu intellectuel de façon décisive.

A Bordeaux, Jean-Louis Seurin, non-conformiste des années 50, politologue des idées et des systèmes politiques, m'a ouvert sa collection quasi-complète de la revue *Esprit*. Jean-François Médard, disciple conséquent de Le Corbusier à Pessac, et Bruno Clemenceau, historien des idées politiques, ont alimenté les discussions méthodologiques et théoriques. Jacques Ellul, du groupe *Esprit*, m'a révélé, au cours de rencontres pessacaises, la mentalité d'une génération intellectuelle si proche et si lointaine. Joseph Sarthoulet, disciple bordelais de Mounier et démocrate-chrétien, a témoigné, au sens plein du terme, des valeurs personalistes.

Jean Lagénie, de Jeune France de Bordeaux, Marc Granet, secrétaire particulier du maire Adrien Marquet, Georges Lamirand, secrétaire général à la Jeunesse de Vichy, Raymond Courtot, son délégué régional d'Aquitaine, m'ont confié des témoignages humains irremplaçables.

A Paris, je suis particulièrement redevable à Brigitte Blanc, Conservatrice à la Section contemporaine des Archives nationales, qui a facilité les découvertes documentaires. Franc Panijel a apporté des critiques et des compléments informationnels décisifs. Michel Winock a encouragé la recherche et discuté de façon stimulante la théorie du "fascisme blanc". Hervé Coutau-Bégarie a amicalement su rendre publiable le manuscrit initial.

A tous s'adresse ma gratitude.

PRÉFACE

"Dix ans après". Tel pourrait être pour l'auteur de ces lignes le titre du livre de Michel Bergès. En effet, on est amené à retrouver dans ces pages, qui concernent plus particulièrement l'histoire du premier Vichy, celui des années 40-42, les noms d'un certain nombre de jeunes intellectuels qui avaient plus ou moins appartenu, dix ans plus tôt, à la nébuleuse des "non-conformistes des années 30", c'est-à-dire à ce mouvement de réflexion intellectuelle qui, à l'orée des années 30, s'était constitué autour d'un certain nombre de groupes et de revues, avec l'ambition de renouveler la façon d'aborder les problèmes de la société moderne, en se plaçant délibérément en marge des courants intellectuels ou politiques établis¹. C'est ainsi qu'à côté du fondateur d'Esprit et de certains de ses amis on voit apparaître au fil du récit de Michel Bergès d'anciens responsables de la Jeune Droite comme d'anciens membres du groupe Ordre Nouveau.

Par là, le travail archivistique de Michel Bergès confirme ce qu'une étude plus superficielle permettait de pressentir, à savoir que l'histoire intellectuelle, idéologique et politique des années 1940-44 - que cette histoire soit celle de Vichy ou celle de la Résistance - ne peut pas s'écrire sans envisager le rôle qu'y ont joué, de façon plus ou moins directe, ces "non-conformistes des années 30" et les idées qu'ils représentaient. A Vichy, on en a par exemple une illustration avec la revue Idées, fondée en 1941 par un ancien de la Jeune Droite des années 30, qui affirmait dès son premier éditorial sa volonté de réunir "quelques uns de ceux qui, avant guerre déjà, exprimèrent dans divers organes le souci d'une renaissance française".

Se côtoyèrent en effet dans cette entreprise, notamment au cours de sa première année, d'anciens responsables de la Jeune Droite et des hommes dont certains venaient de la mouvance d'Esprit, souvent via la Troisième Force et le Frontisme de Gaston

¹ Cf. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Le Seuil, 1969 (réédition 1987).

Bergery. Le phénomène est encore plus net dans le Vichy des années 40-41, lorsque l'on recense, comme le fait Michel Bergès, les noms de ceux qui furent alors plus ou moins mêlés aux activités du Secrétariat à la Jeunesse et des organismes qu'il contrôlait, comme le mouvement des Compagnons de France ou l'association Jeune France.

De ce fait, Michel Bergès est conduit à accorder une place importante au "non-conformisme des années 30" pour éclairer la généalogie des orientations idéologiques de la Révolution nationale. On notera cependant qu'il a tendance à élargir l'application de ce concept au delà de la période 1930-34, pour désigner par là l'ensemble des initiatives foisonnantes qui, en marge des forces politiques établies, tentèrent de s'exprimer tout au long de la décennie des années 30. Ce choix est justifié par une évocation très riche et très documentée des expressions multiples de ce "non-conformisme", mais on constatera que ce que le concept gagne ainsi en extension se paie par une certaine imprécision et une certaine hétérogénéité, en amenant en particulier Michel Bergès à distinguer un non-conformisme "de droite" et un non-conformisme "de gauche".

Sur ce point, l'intérêt et l'originalité de la recherche de Michel Bergès sont de souligner que la présence dans les allées du pouvoir d'un certain nombre d'anciens non-conformistes des années 30 n'entraîna pas la reconstitution du fragile "front commun" que l'on avait cru voir se constituer dans les années 1932-33. En fait, cette cohabitation traduit plutôt la variété des collaborations dont bénéficia le Secrétariat à la Jeunesse dans les premiers mois de son existence, en attirant des hommes venus d'horizons politiques, idéologiques et intellectuels divers, chaque personnalité ou chaque groupe espérant plus ou moins consciemment faire prévaloir ses propres perspectives. Les documents d'archives découverts par Michel Bergès montrent en effet, pièces en mains, que la présence à Vichy de certains anciens responsables de la Jeune Droite, d'Esprit ou de l'Ordre Nouveau ne s'est pas accompagnée d'une convergence de leurs engagements, mais, bien au contraire, d'une lutte d'influence dans laquelle se mêlèrent l'opposition des idées et la rivalité des hommes.

En étudiant ces conflits d'idées, de groupes et d'hommes, Michel Bergès est amené à apporter une contribution décisive à un débat quelque peu artificiel qui s'est ouvert, il y a quelques années, sur les rapports de Mounier avec le régime de Vichy en 1940-41 et sur les "compromissions" qui auraient été les siennes. Les éléments déjà connus de cette question - les textes publiés dans la revue et les

carnets personnels de Mounier, sa mise à l'écart de l'équipe des Compagnons et de l'École d'Uriage dès le printemps 1941, l'interdiction de la publication d'Esprit en août, l'arrestation de Mounier en janvier 1942 - auraient dû étouffer dans l'œuf une controverse aux justifications fragiles.

En tout cas, cette fragilité se trouve ici confirmée de manière éclatante par Michel Bergès, à travers l'analyse de documents émanant de l'intérieur même de l'administration vichyssoise, qui révèlent à la fois la tentative d'entrisme de Mounier jusqu'en février-mars 1941, puis l'action idéologico-politico-policière qui va être menée au cours de l'année 1941, à l'instigation du Cabinet du ministre de l'Intérieur Pucheu, pour contenir puis s'opposer à son influence. Après l'analyse de ces documents, il est clair que, si une certaine ambiguïté a pu caractériser le comportement de Mounier dans les tout premiers mois du régime de Vichy - une ambiguïté peut-être un peu plus accentuée que ne l'indique Michel Bergès - dès janvier 1941, en revanche, il se trouve en butte à un ostracisme qui va aller en s'accroissant jusqu'à son arrestation.

Durant l'été 1941, à l'intérieur de l'association culturelle Jeune France, l'opposition à Mounier va se structurer, en relation avec le Cabinet de Pucheu, autour de Jean de Fabrègues, qui venait d'être libéré de son camp de prisonniers et avait été l'animateur de plusieurs revues de la Jeune Droite au cours des années 30. Les informations sur cette opposition Mounier-Fabrègues fournies par Michel Bergès permettent de cerner les composantes idéologiques et intellectuelles de leur affrontement par rapport à leurs références "personnalistes" plus ou moins communes du début des années 30. Le Mounier de 1941 reste fidèle à la vision d'une société "pluraliste", fondée sur la libre spontanéité des personnes et des groupes, gérée par un État minimal. En revanche, Jean de Fabrègues, tout en ne semblant pas renier sur le plan théorique la référence à une société "communautaire", qui serait bâtie sur la libre articulation des groupes sociaux naturels, considère, au nom du "réalisme", qu'un État fort est provisoirement nécessaire, dans le contexte des années 40, pour reconstituer ces communautés naturelles moribondes. Cette conception, légitimant l'autoritarisme du régime de Vichy par la référence à l'idée d'une sorte de "dictature de transition", est perceptible, de manière plus ou moins explicite, dans les lettres de Jean de Fabrègues comme dans les textes de la revue Idées. Par là les héritiers de la Jeune Droite d'avant guerre en venaient d'ailleurs à ce paradoxe de vouloir réaliser une révolution à finalité "communautaire" et non-étatiste par des moyens étatiques.

C'est donc dans le rapport au politique et dans l'importance qui lui est accordée que semble s'enraciner la principale opposition entre les anciens non-conformistes des années 30, avec la résurgence du "politique d'abord" maurrassien chez les anciens de la Jeune Droite. Selon Michel Bergès, ce différend ne s'explique pas seulement par des raisons conjoncturelles. Il a des racines plus profondes, de nature philosophique et théologique, concernant la façon de concevoir l'engagement et les rapports du spirituel et du temporel. Ceci dit, cette hypothèse, qui illustre le souci de Michel Bergès de ne pas limiter son travail à des perspectives simplement descriptives et événementielles, peut susciter la discussion, notamment lorsqu'elle tend à réduire le problème à un affrontement brutal et un peu manichéen entre ce qui serait un retour au "politique d'abord" de Jean de Fabrègues et la fidélité au "spirituel d'abord" de Mounier.

En effet, cette opposition paraît quelque peu excessive, notamment parce que, s'il existe un point sur lequel s'accordaient tous les non-conformistes des années 30, c'est bien sur l'idée d'une nécessaire "incarnation" du spirituel, que symbolisait notamment leur commune référence à Péguy. Dès lors, ce souci d'incarner le spirituel dans l'histoire en train de se faire explique pour une part aussi bien l'engagement vichyssois de Jean de Fabrègues que les tentatives de Mounier pour influencer les premières orientations du nouveau régime en 1940 et son engagement, ensuite, dans la Résistance. Si les choix concrets de Fabrègues et Mounier sont alors différents, cette différence ne semble pas traduire des conceptions radicalement opposées de l'engagement en tant que tel. D'ailleurs, dans les années de l'immédiat après-guerre, les positions des deux hommes paraîtront s'inverser : Jean de Fabrègues accordera la priorité à un engagement spirituel et religieux, en devenant le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La France Catholique*, tandis que Mounier, de 1944 à 1949, semblera sacrifier une part de son intransigeance spirituelle à un "politique d'abord" s'exprimant à travers un "philocommunisme"² justifié par le souci de l'efficacité de son engagement révolutionnaire et par la volonté de rester présent au mouvement de l'histoire que lui semblait incarner le communisme.

Sur le plan philosophique, on peut aussi rester réservé devant l'interprétation assez univoque que donne Michel Bergès de la

² L'expression est de Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 292. Cf. aussi *ibid.*, pp. 245-314, *passim*. Voir en outre : Tony Judt, *Un passé imparfait*, Paris, Fayard, 1992.

place relativement importante qui fut celle du néothomisme dans le mouvement des idées de l'avant-Seconde Guerre mondiale. En évoquant surtout son influence sur certains des représentants de la Jeune Droite, il privilégie en effet de manière un peu excessive une interprétation "communautariste" de celui-ci, sans prendre en compte les orientations et l'itinéraire plus complexe, par exemple, d'un philosophe comme Jacques Maritain, qui en fut le chef de file durant l'entre-deux-guerres. Or celui-ci, après avoir influencé par ses écrits du début des années 20 un Jean de Fabrègues ou un Jean-Pierre Maxence, à une époque où il se trouvait aux marges de l'Action française, joua aussi un rôle important dans la fondation d'Esprit, en devenant dans les années suivantes le défenseur d'un "humanisme intégral", qui peut être considéré comme une branche thomiste ou néothomiste du personnelisme des années 30.

Telles sont quelques-unes des nombreuses réflexions que peut susciter la lecture de ces pages en mettant en évidence la richesse foisonnante du travail de Michel Bergès, qui, il faut le souligner, ne se borne pas seulement à une étude analytique et descriptive du "cas Mounier". En effet, s'il est vrai que cette recherche a eu pour point de départ la découverte du dossier Jeune France dans les archives du ministère de l'Intérieur, elle a conduit Michel Bergès bien au delà, en l'amenant notamment à évoquer de manière détaillée, et souvent inédite, les orientations de la politique culturelle et de la politique de la jeunesse du régime de Vichy, ou en le poussant à réviser certaines idées reçues sur le rôle politique et idéologique du tandem Pucheu-Marion par rapport à l'entourage du chef de l'État français.

Cet élargissement des perspectives l'a en outre entraîné à s'interroger sur le débat récurrent relatif au caractère "fasciste" ou non du régime de Vichy, de même qu'est aussi abordé, comme on l'a vu, le problème des fondements de l'engagement politique, avec en arrière-plan la question des rapports du religieux et du politique, du spirituel et du temporel.

Même si l'on n'est pas toujours totalement convaincu par certaines de ses analyses et si l'on peut être tenté, ici ou là, de discuter tel ou tel de ses points de vue, sur toutes ces questions - elles sont diverses et importantes -, les analyses du politologue-historien qu'est Michel Bergès apportent des vues neuves et suggestives.

Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE
Directeur du Département de Science Politique
et de Sociologie de
l'Université des Sciences Sociales de Toulouse

INTRODUCTION

Emmanuel Mounier fut-il "fasciste", alors que Vichy, revisité par l'historiographie consacrée, ne le serait point ?

Il y a quelque temps, dans une polémique parisienne, qui en poursuivait une plus ancienne, le fondateur-directeur d'*Esprit*, qualifié au passage de "Heidegger français", fut accusé d'avoir été le "ministre de la Culture de Vichy"¹. Un historien israélien a également prétendu que, sans être favorable au fascisme, Mounier l'était tout de même un peu, "sans le savoir", et rejoignait sur de nombreux points, comme le dénigrement de la démocratie représentative, les analyses de la Jeune Droite des années 30, des revues *Réaction*, *Combat*, *Ordre Nouveau*. Le fait que tous ces "fascistes spiritualistes", avoués ou honteux, se soient retrouvés ensemble dans le premier Vichy ne plaiderait-il pas pour cette thèse² ?

Un historien suisse, dans le même sens, a soutenu que Mounier, bien que se référant à des valeurs opposées, avait reconnu l'authenticité de l'élan spirituel des jeunes fascistes, de leur volonté de purification contre un monde vermoulu. Il avait pris avec eux une "communauté de direction", même s'il jugeait leur action concrète déplorable et oppressive³. Ce "compagnon de route de la gauche" aurait aussi manifesté, selon ce dernier, une "volonté de dialogue" et un "souci de communication" en acceptant de se rendre à Rome au Congrès sur les corporations, en mai 1935, à

¹ Marc Fumaroli, *L'État culturel. Essai sur une religion moderne*, Paris, De Fallois, 1991, notamment pp. 91-113. Dans un autre genre, où l'amalgame est plus poussé, cf. de Bernard-Henry Lévy, *L'idéologie française*, Paris, Grasset, 1981.

² Zeev Sternhell, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", *Revue française de science politique*, décembre 1984, vol. 34, pp. 1141-1180, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Le Seuil, 1985, pp. 234-288, 299-317. Quant à l'amalgame de tous les non-conformistes des années 30, cf. pp. 301-311.

³ Philippe Burin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Paris, Le Seuil, 1986, pp. 88-90, 340-341, notes 58-62, p. 466.

l'invitation de l'Institut fasciste de la Culture. Cela, en compagnie de non-conformistes français, dont Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, représentants des Jeunes Droites, Robert Aron, Claude Chevalley et René Dupuis, d'*Ordre Nouveau*, Georges Roditi, Paul Marion, de *L'Homme Nouveau*, André Ullmann, Louis-Emile Galey, d'*Esprit*, Pierre Gimon, des Jeunesses patriotes, Pierre Ganivet. Mounier ne tint-il pas encore une conférence en 1934 devant des étudiants nazis ? Ne rencontra-t-il pas dans un camp de jeunes en Belgique des membres de la "Hitlerjugend" à l'été 1936 ? Ne publia-t-il pas en novembre 1936 un bref article sur le personalisme dans *Les Cahiers franco-allemands* d'Abetz ? Ne demanda-t-il pas enfin, en 1939, à l'attaché culturel de l'ambassade de Paris d'échanger des numéros d'*Esprit* contre des revues allemandes ?

Philippe Burin, qui règle le cas Mounier en trois pages, refuse de considérer que cela pouvait constituer une activité normale pour un directeur de revue catholique, attaché à prêcher la bonne parole face à un adversaire antipersonnaliste, à enregistrer des "témoignages", à dialoguer ouvertement et de façon critique, au nom d'une conception chrétienne de la dignité de toute personne et d'une présence engagée au monde. Il avance une interprétation : ce serait par pacifisme, par peur de la guerre, et aussi pour "préserver la crédibilité de leurs propres espérances de rénovation" que les personalistes, comme par vertige, auraient été "fascinés" collectivement par les fascismes. Cet auteur parle encore "d'identification partielle", de "sentiment de parenté", de "séduction" ("généralement inavouée"), "d'attraction" dans le "champ magnétique des fascismes". Un fascisme inconscient, occulte et occulté en quelque sorte.

Etranges métaphores physiques (la "magnétisation" et la "nébuleuse fascistoïde"), parfois complétées par une image biologiste de la "contamination" ou de la "contagion" d'un bouillon de culture et d'une "culture" propice - de droite ou de gauche - par un "virus" venant de l'étranger (le fascisme saisi en tant que "maladie" et modèle abstrait ne pouvant venir que de l'étranger). Tout cela ne dénote-t-il pas une conception "naturaliste" des modes de diffusion des idées politiques, si tant est que le "personalisme" puisse être comparé au fascisme ? Burin poursuit : Mounier et les fascismes n'eurent-ils pas les mêmes adversaires déclarés, ne désirèrent-ils pas ensemble une "communauté solidaire de certaines valeurs irrationnelles d'action et de fraternités collectives", ne partagèrent-ils pas un même respect de la "mystique du chef", une même "foi en la jeunesse", une commune

“âme de personnalisme” ? Le clou final : subissant “l’éblouissement de l’été 1940”, le directeur d’*Esprit* aurait fait partie de ces hommes de gauche qui connurent “un lamentable aboutissement” en prenant Hitler pour un héros de l’histoire européenne porteur de “délivrance”, et le régime de Vichy, amené par la défaite, pour un lieu de rénovation possible (Mounier aurait accueilli le nouvel ordre français “comme la base sur laquelle pourrait être construit avec son appui et celui de ses amis l’édifice du nouvel âge”).

Le cas du philosophe, soupçonné ainsi implicitement d’avoir jeté aux orties son personnalisme catholique, soulève un problème d’interprétation. Nonobstant les chroniques et la correspondance publiées du philosophe, lumineuses en soi⁴, en dépit de l’ouvrage de Jean-Louis Loubet del Bayle sur “les non-conformistes des années 30”⁵, de l’étude de Michel Winock sur l’histoire de la revue *Esprit*⁶, ou du travail de Bernard Comte sur l’Ecole d’Uriage et sur l’attitude de Mounier en 1940⁷, les contempteurs persistent dans l’amalgame. Quelle réponse donner à des jugements aussi expéditifs ? Si une relecture attentive de ses écrits permet déjà de mieux comprendre son comportement, on peut aujourd’hui trouver des compléments d’information décisifs dans les archives de Vichy. Ouvertes récemment, celles-ci contiennent des documents inédits d’un extrême intérêt, qui effacent les polémiques spéculatives et les procès d’intention, en révélant des faits avérés. C’est cette approche que l’on se propose de privilégier ici.

Né à Grenoble en 1905, fils d’un préparateur en pharmacie⁸ de socialisation catholique, Emmanuel Mounier avait eu le courage de refuser, en temps de crise, son poste d’agrégé de philosophie obtenu

⁴ Emmanuel Mounier, *Oeuvres*, tome 4, Entretiens, Paris, Le Seuil, 1963.

⁵ Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Le Seuil, 1969, notamment pp. 161-164..

⁶ Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Le Seuil, 1975.

⁷ Bernard Comte, *Une utopie combattante. L’Ecole des cadres d’Uriage (1940-1941)*, Paris, Fayard, 1991 ; “Emmanuel Mounier devant Vichy et la Révolution nationale en 1940-1941 : l’histoire réinterprétée”, *Revue de l’Histoire de l’Eglise de France*, tome LXXI, 1985 ; “Mounier à Lyon (1940-1942). De la réparation d’*Esprit* au procès de Combat”, *Bulletin des amis d’Emmanuel Mounier*, 77, mars 1992, pp. 3-13.

⁸ Dans un entretien avec Jean-Louis Loubet del Bayle en 1966, le philosophe Jean Guitton, ami de jeunesse de Mounier, expliquera par la situation professionnelle frustrante de son père les orientations ultérieures de sa réflexion en matière économique et sociale.

en 1928 pour fonder, autour de 27 ans, après avoir fréquenté divers cercles catholiques, la revue *Esprit*. Ce laboratoire d'idées allait servir de repère à de nombreux jeunes de la génération des années 30 et 40, au delà d'ailleurs du catholicisme intellectuel. On n'est cependant jamais maître de sa réputation posthume. L'engagement de Mounier en est-il la cause ? Jusqu'à sa mort brutale en 1950, ce dernier s'efforça, dans une période fertile en événements, de confronter un catholicisme de la liberté et de la personne humaine (le fameux "personnalisme") avec la politique, en essayant de ne jamais rattacher celui-ci à celle-là, ou de l'en déduire (mais la réciproque n'est pas vrai). Oublié des éditeurs des années 80-90, le philosophe-éditorialiste, en dehors de la littérature comme des sciences humaines, à la façon de nombreux pamphlétaires de son époque, traverse aujourd'hui le Styx.

Il est très difficile d'affronter le jugement des générations ultérieures. Les herméneutiques historiographiques actuelles ne se montrent-elles pas plus sévères pour un penseur que l'on ne lit plus guère, ou que l'on consulte de façon superficielle, qui n'a passé que quelques mois dans des institutions périphériques de Vichy afin d'y défendre ses valeurs, que pour un ancien président de la République, qui appartient de fait, lui, au camp des hagiographes de la Révolution nationale en 1942-1943 ? Pourtant, François Mitterrand, qu'incidemment, nous retrouverons dans cet ouvrage proche des adversaires du personnalisme, qui a longtemps dissimulé ses positions vichyssoises, a rejoint la Résistance plus tard que Mounier, engagé lui très tôt en 1940 à Lyon. Le philosophe, s'interroge Michel Winock, serait-il devenu le "bouc émissaire de notre passé imparfait"⁹ ? Pour quelle raison ?

Sa pensée, le personnalisme, a influencé maints représentants des élites françaises de son temps. Ses jugements sur le pouvoir constituent un enjeu idéologique de longue durée. Plusieurs décennies après, les mésinterprétations le concernant peuvent s'expliquer par le fait que l'on se heurte ici, une fois encore, au "syndrome de Vichy". Mounier dérange en raison du poids symbolique de la période et des lieux de pouvoir évoqués dans lesquels il s'est effectivement engagé. A cause aussi de sa tentative de confronter un code éthique et religieux au monde désincarné du politique. Bref, de mêler mystique et politique. Mounier sert à la fois de paratonnerre et d'écran de fumée. D'autres personnages surgissent autour de son action pédagogique et culturelle. Le silence

⁹ Michel Winock, "Vichy et le cas Emmanuel Mounier", *L'Histoire*, mars 1995, n° 186, p. 53.

sur ces derniers a été longtemps de rigueur. Ne touche-t-on pas à la République des Lettres, à l'intellocratie médiatique, à certains parangons culturels de Vichy ? Ne charge-t-on pas Mounier pour les décharger eux ? Bel exemple de dissonance cognitive liée à la relégitimation *a posteriori* de ceux qui ont intérêt à faire oublier leur passé. Position aussi déformante que, à l'autre bout, le conformisme moralisateur des projections militantes de la génération intellectuelle des années 80-90, qui a beau jeu de juger les hommes hors les faits.

Ici, les militances contre Vichy, constructions mentales cinquante ans après, se méprennent sur l'engagement dans la Résistance. Beaucoup ne voient point qu'il s'est agi d'un acte difficile, progressif pour certains, fulgurant pour d'autres. Il y eut plusieurs formes de résistance, plusieurs camps, issus de tous les bords politiques, souvent, au niveau des élites, de l'intérieur de Vichy même. Certains tentèrent d'organiser leur propre jeu à Alger, contre Londres. Mais le patriotisme vichyssois, maréchaliste, giraudiste, darlaniste, les réactions antiallemandes sont-elles de la "résistance" ? Au sens organique et institutionnel du terme, non, tant qu'il n'y eut pas de rattachement effectif ou de contacts avec les autorités gaullistes. Mais moralement, ou politiquement ? Les Allemands et les ultras firent-ils la différence ? Des hommes issus du camp de la soumission à l'Armistice, s'engagèrent "sur le tard" dans les actions et les organisations spécifiquement gaullistes pour participer à la libération du pays¹⁰. Beaucoup le firent progressivement, en gardant un temps des accointances avec leur milieu vichyssois d'origine, leur profession officielle, leurs anciens amis. Faut-il établir, cinquante ans après, une grille par ordre croissant, dévalorisant ceux qui ne se sont engagés "qu'en" 1942 ou 1943 ? Voire qu'au début de 1944 ? Y avait-il foule dans les rangs des premiers résistants en 1940 ?

Rappelons que les reconnaissances d'appartenance certifiée à la Résistance officielle retiennent un engagement de six mois avant le débarquement du 6 juin 1944. Autre élément d'appréciation : à la BBC, le 8 janvier 1942, le lieutenant-colonel Tissier avait demandé aux fonctionnaires et aux magistrats demeurés en poste en France, de conserver la confiance apparente de leur administration, d'organiser au besoin la grève du zèle, facilitée par l'enchevêtrement des nouvelles réglementations, de constituer clandestine-

¹⁰ Pierre Péan a bien analysé le problème dans son ouvrage sur François Mitterrand, *Une jeunesse française*, Paris, Fayard, 1994, notamment pp. 257-259.

ment des contre-dossiers, de se méfier de leurs propres collègues et amis. Bref, de ne pas quitter la France et de se montrer discret. Pour la Résistance gaulliste, rester à Vichy, même à certains postes répressifs d'exécution, ne constituait pas une faute ou un acte répréhensible. En janvier 1942, les premières consignes d'épuration administrative données à Jean Moulin par De Gaulle stipulaient que pour être placé à la Libération sur la liste des indésirables, un fonctionnaire devait avoir manifesté ouvertement de la haine à l'égard des gaullistes, fait étalage de sentiments germanophiles ou commis des brutalités (pour la police), avoir exercé une action "nuisible au pays ou répressive vis-à-vis des patriotes"¹¹, mais point avoir seulement exécuté les ordres de ses chefs.

René Cassin, compagnon du Général De Gaulle à Londres dès juin 1940, a rappelé quant à lui opportunément, dans ses mémoires, les modalités d'adhésion à la Résistance des différentes catégories de Français. Afin de lui remonter le moral, il les présenta à un De Gaulle dépressif, un soir de juillet 1940, alors que ce dernier s'interrogeait sur la légitimité de son aventure¹². Viendraient successivement au gaullisme, lui expliqua-t-il, d'abord les marins et les montagnards, ces hommes solitaires face aux éléments immuables de la nature, enclins à l'introspection, éloignés des lieux de pouvoir au fond de leurs territoires, sensibles au sens du permanent. Puis, ceux dont les conceptions sociales, le sens de l'honneur, l'amour de la liberté, seraient heurtés par le pouvoir pétainiste : les intellectuels, les salariés, les mineurs, les ouvriers, les petits paysans, les prêtres de campagne. Puis, les lésés du régime : les fonctionnaires révoqués, les déçus du maréchalisme. Puis, les gros propriétaires, les milieux d'affaires, les notables. En dernier, les militaires et les officiers, trop habitués à obéir. Mais beaucoup s'engageraient, progressivement. Et tous représenteraient en bloc, au delà des dates de leur décision, sans qu'il y ait à les discriminer, les forces vives de la France libre. Ces propos, prononcés en situation, face aux incertitudes de l'année 1940, donnent une juste mesure du problème de l'engagement dans la période en question, souvent traité de façon déformante, cinquante ans après, par les "juges suppléants de la vallée de Josapha", selon l'expression de Lucien Febvre dans *Combats pour l'Histoire*.

Mounier sert donc de cible à des intellectuels qui, quelque part, règlent des comptes avec les valeurs qu'il incarna. Il semble être

¹¹ Cité par Charles-Louis Foulon, *Le pouvoir en province à la Libération*, Paris, Presses de la FNSP, 1975.

¹² René Cassin, *Les hommes partis de rien*, Paris, Plon, 1975 pp. 128-129.

victime de la convergence de deux modes inversés de traitement du réel historique de cette période : celui du désir d'oubli de leur passé par les uns, celui des reconstructions présentes et anachroniques du passé par les autres.

Cependant, la polémique concernant le passage du philosophe personnaliste dans des institutions pédagogiques, journalistiques et culturelles de Vichy, au delà d'une éventuelle "compromission" avec un régime considéré comme illégitime, a le mérite de nous interroger sur l'homogénéité d'une idéologie non-conformiste dans les années 30, sur son rapport au pouvoir dans les années 40, de même que sur l'existence d'un "fascisme" spécifiquement français. Et, incidemment, sur le premier Vichy et le contenu de ses politiques culturelles. Comment apprécier l'influence du courant plus ou moins inspiré par Mounier pour ce qui est des questions de jeunesse, de réforme sociale, du rapport entre christianisme et politique, du diagnostic de "crise de civilisation", des enjeux de l'esprit et de la culture dans une société de masse perçue déjà à l'époque comme technicisée, matérialiste, individualiste ? Autant d'éléments intéressants pour la compréhension contemporaine des idées politiques dans une période de "crise" et d'effondrement des valeurs. Le cas Mounier soulève aussi un problème théorique important : quelles relations établir entre les idéologies, le champ philosophique et la sphère religieuse, ici entre catholicisme et politique ?

Par hasard, un jour de novembre 1992, aux Archives nationales, l'ouverture d'une liasse contenant les papiers du Cabinet du ministre de l'Intérieur de Vichy pour la période 1941-1942, parmi divers cartons sur l'étatisation de la police, nous a révélé un dossier intitulé "Jeune France"¹³. Or c'est dans cette association culturelle, créée le 22 novembre 1940, qu'Emmanuel Mounier s'était particulièrement engagé pour défendre sa conception de la culture. La liasse en question, qui livrait notamment de nombreuses notes d'André Chérier, chargé au Cabinet de Pucheu des questions de jeunesse en 1941-1942, apportait des indications extrêmement précieuses sur ces problèmes de même que sur le rapport avec Vichy de cette nébuleuse idéologique que représente le réseau intellectuel des "non-conformistes", duquel d'ailleurs les auteurs critiques séparent symptomatiquement Mounier. Que contiennent donc ces documents ?

13 Archives nationales, Série F.1.A., liasses 3686 à 3696.

Nous suivrons ici, en respectant les faits et les représentations des acteurs en situation, une démarche de micro-histoire. Le dossier Mounier servira de fil directeur dans une première partie, complété par la lecture des œuvres du fondateur d'*Esprit* et de sa revue. Mais aussi par l'exploitation d'archives et de témoignages inédits sur la politique culturelle de Vichy, comme par une certaine révision des apports historiographiques à ce sujet.

Nous dépasserons ensuite, dans une deuxième partie, l'étude du cas considéré, pour recomposer plus largement le fonctionnement du réseau "non-conformiste" de 1940 à 1942, dont l'histoire détaillée a été écrite par Jean-Louis Loubet del Bayle pour les années 30. Ce que l'on pourrait appeler l'affaire Mounier, au premier abord limitée, révèle en effet le bouillonnement de la vie politique de la zone non-occupée dans une période charnière du "premier Vichy", d'août 1941 à novembre 1942. Elle dévoile les querelles du cénacle non-conformiste et permet d'affiner certains développements de l'historiographie du sujet¹⁴. Elle éclaire aussi, à travers la pratique des indicateurs, des écoutes téléphoniques et de la censure postale, que livrent les documents Chérier (les vieilles méthodes policières!), la bataille sans merci des différents clans en lutte pour le pouvoir, ici en matière de jeunesse et de culture. On comprend mieux les intentions et les orientations doctrinales des non-conformistes droitiers, dont certains étaient parfois pour Mounier des amis ou alliés de la veille. Regroupés dès février 1941 autour de Pierre Pucheu et de Paul Marion (Secrétaire général à l'Information et à la Propagande), proches du Cabinet civil de Pétain, ceux-ci se sont montrés les plus farouches adversaires du

¹⁴ L'étude de référence sur le sujet reste la thèse de Véronique Chabrol (à paraître), *Jeune France. Une expérience de recherche et de décentralisation culturelle (novembre 1940-mars 1942)*, Université de Paris III, 1974, que l'auteur, fille de Paul Flamand, dirigeant de Jeune France en zone occupée, a résumée dans les deux articles suivants: "Jeune France, un "maillon manquant" pour l'histoire de la décentralisation culturelle", in *Cahiers de l'Animation*, n° 53, 1985, pp. 85-94, "L'ambition de Jeune France", in *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Editions Complexe, 1990. Une des premières publications internes concernant Jeune France est le tome II des *Cahiers d'un homme de bon vouloir*, de Jean Lagénie, consacré à "Jeune France Aquitaine", Bordeaux, dactylographié, juin 1976 (aimablement communiqué par l'auteur, mémoire vivante du théâtre français). On trouvera des informations complémentaires dans Christian Faure, *Le pouvoir culturel de Vichy. Folklore et Révolution nationale (1940-1944)*, Lyon, PUL et Editions du CNRS, 1989, pp. 57-62, Serge Added, *Le théâtre. Les années Vichy*, Paris, Ramsay, 1992, pp. 203-225, Laurence Bertrand Dorléac, *L'art de la défaite (1940-1944)*, Paris, Le Seuil, 1993, pp. 223-243.

“personnalisme” mouniériste, tout en contribuant à l’élaboration théorique de la Révolution nationale. Selon quels contenus et quelles modalités ?

Dans une troisième partie, après le déploiement d’une analyse historique inductive, nous reviendrons sur l’interprétation des faits analysés. La méthode qualitative mise en œuvre pour aborder ce sujet est fondée sur la compréhension, au sens weberien de reconstruction de la rationalité des acteurs selon leurs valeurs. A partir d’un point de vue subjectiviste et culturaliste, proche de celui d’un Lucien Febvre en matière d’histoire culturelle, attaché à la tentative de reconstruction de la grille sensible et intellectuelle des acteurs observés, elle implique un effacement momentané de l’observateur. Mais celui-ci, à partir d’une problématique politologique sur les idées politiques et les réseaux intellectuels, se doit d’élargir les perspectives et de confronter *in fine* son objet avec d’autres approches. Donc, ici, point d’opposition entre les faits et les interprétations. Des moments d’analyse, une démarche en spirale, qui se déploie du micro vers le macro, en passant par divers niveaux de grossissement du réel. Un terrain étroit d’abord. Un espace-temps séquentiel. Une vie, singulière. Un système de sens. Puis le monde d’un réseau. Après, des ensembles plus vastes. Des familles de pensée. Un continent idéologique. On dépasse alors un individuel vertigineux, où l’on pourrait s’enfermer, s’engloutir. Les focales de l’objectif s’ouvrent et se ferment, s’adaptent aux interactions, à la fluidité, comme aux cristallisations d’un instant. Surgit, entre l’isolat des monades irréductibles et les structures collectives, une “identité politique” mouvante. Le “non-conformisme”. Espace affectif et intellectuel d’une génération à jamais disparue ?

Ouvrons sans plus attendre le dossier de police de Jeune France et d’Emmanuel Mounier, première étape d’une évolution progressive vers des interrogations de plus en plus générales, imposées par la logique contenue dans les documents découverts.

PREMIÈRE PARTIE

VICHY ET LA CULTURE

PREMIÈRE PARTIE

VICHY ET LA CULTURE

Le procès de ce que certains appellent les "compromissions" d'Emmanuel Mounier peut s'expliquer - en dehors de la réparation d'*Esprit* de novembre 1940 à août 1941 - par le rôle qui fut le sien au sein de l'association Jeune France. Comme on l'a vu dans l'introduction, c'est la découverte de documents inédits d'origine policière sur l'histoire de cet organisme qui est à l'origine de cette recherche.

Ceci dit, pour comprendre la portée et la signification des liens que Mounier a pu avoir avec cette association, il importe de préciser ce que furent les objectifs de Jeune France, en en restituant la création et le développement par rapport à la politique de la jeunesse du régime de Vichy, mais aussi par rapport à ce qu'on appellerait aujourd'hui sa politique culturelle. En effet, Jeune France a été conçue comme un des éléments-clé de ces politiques, et l'étude de son fonctionnement est très révélatrice des ambiguïtés qui ont caractérisé en ces matières les orientations du premier Vichy, celui des années 1940-1942. Par ailleurs, pour prendre l'exacte mesure de cet engagement de Mounier et comprendre l'esprit dans lequel il est intervenu, il paraît aussi nécessaire de se référer aux conceptions du directeur d'*Esprit* concernant l'action et les rapports à la politique, à la pédagogie, à l'art et à la culture, tels qu'il avait été amené à les exposer au cours de l'avant-guerre. Ces éclairages permettront une approche du "cas Mounier" restituée dans la perspective des équivoques et des confusions qui ont accompagné les premiers mois du régime de Vichy. On tentera d'échapper par là aux simplismes qui caractérisent souvent aujourd'hui la réflexion sur les événements de cette période, en montrant, *a contrario*, ce qu'ont été la complexité des choix et la diversité des itinéraires individuels face au nouveau régime qui s'instaurait.

La variété parfois contradictoire des préoccupations des animateurs de Jeune France et l'évolution parallèle de la politique du gouvernement de Vichy allaient progressivement provoquer des clarifications et des reclassements qui pesèrent inévitablement sur l'association. Mounier se retrouva ainsi, dès le début de 1941, au cœur d'un réseau d'intrigues ébranlant aussi bien l'équilibre interne

de l'organisation que ses rapports avec ses tuteurs gouvernementaux. C'est pourquoi, après avoir décrit dans un premier chapitre la création de l'association culturelle vichyssoise et ses liens avec le philosophe, on évoquera ensuite la crise qui eut finalement raison d'elle après un an et demi d'existence.

CHAPITRE I

UNE CULTURE D'ÉTAT

Vichy n'a jamais eu de politique culturelle, au sens où l'on entend cette expression de nos jours. L'historien ne peut repérer que des mesures échelonnées, ponctuelles, d'orientation corporatiste, des services éclatés et non coordonnés, des plans tirés sur la comète du long terme, mais non réalisés. Le mot de "culture" n'y a jamais vraiment fait recette. Plus souvent parla-t-on, à longueur de discours et de publications officielles, d'art, voire de loisirs artistiques ou populaires. En revanche, résonnèrent davantage les mots de jeunesse ou de Révolution nationale, avec lesquels on conjugua parfois, de façon contradictoire, le mot culture, depuis les services du tout nouveau Secrétariat général à la Jeunesse (I). C'est en effet sous la tutelle de cet organisme que se créa l'association Jeune France, au cœur des relations entre culture et jeunesse, dont on étudiera d'abord dans quel esprit se déploya son action spécifiquement "culturelle" (II). Après avoir précisé la portée de son engagement par rapport au régime de Vichy (III), on s'interrogera ensuite sur ce que fut la contribution d'Emmanuel Mounier à la naissance et aux activités de ce mouvement (IV).

I - UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

Le seul "ministre" de la Culture que l'on pourrait découvrir à Vichy, en le cherchant bien, est Louis Hautecœur, qui remplaça Georges Huisman (embarqué à Bordeaux sur le *Massilia* le 17 juin 1940) à la tête de la Direction des Beaux-Arts du ministère de l'Éducation nationale (transformée symptomatiquement en "Secrétariat général" en 1941). Ce normalien, ancien conservateur de musée, professeur à l'École du Louvre et à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts, traversa toutes les tempêtes gouvernementales jusqu'à avril 1944 (date de son remplacement par Georges Hilaire). En technicien, il se plaça sous la tutelle des ministres de l'Éducation successifs (Mireaux, qui le nomma, Ripert, Chevalier, Carcopino et Abel Bonnard), sans parvenir, comme il le souhaitait, à scinder sa direction en trois services distincts, l'un consacré aux arts plastiques, l'autre au théâtre et à la littérature, le dernier à la musique, cela en raison de l'hostilité permanente du ministère des Finances. Il proposa également en janvier 1942 un projet d'équipement artistique national jamais réalisé¹. Quelle fut la politique de ce fidèle pétainiste ? En matière d'arts plastiques, Laurence Bertrand Dorléac la considère comme académique, élitiste et rétrograde². Ce "secrétaire général", qui appliqua au monde artistique les mesures ségrégatives de Vichy à l'encontre des israélites, développa surtout, pour mettre en œuvre l'idéologie communautariste de la Révolution nationale, des corporations artistiques sectorialisées. Ainsi furent créés un Ordre des architectes (le 31 décembre 1940), un Comité d'organisation des arts graphiques et plastiques (le 7 juillet 1941), un Comité d'organisation des entreprises et des spectacles (le 27 décembre 1943), un Comité d'organisation de la musique³ (fondé le 24 mars 1942, puis

¹ Serge Added, *Le théâtre dans les années Vichy*, Paris, Ramsay, 1992, p. 32.

² Laurence Bertrand Dorléac, *L'art de la défaite (1940-1944)*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 140. Cf. également de cet auteur : "L'ordre des artistes et l'utopie corporatiste : les tentatives de régir la scène artistique française (juin 1940-août 1944)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1990, pp. 64-87.

³ Ce Comité, présidé par Alfred Cortot, comprenait Germaine Lubin, Henri Rabaud, Claude Delvincourt, Charles Münch, Marguerite Long, Jacques Thibaud, Joseph Calvet, Marcel Dupré pour le Comité directeur, et comme membres, parmi d'autres, Tony Aubin, Francis Poulenc, Roger Ducasse, Jean Doyen, Jean Hubeau, Pierre Fournier, Pierre Pasquier, Maurice Duruflé, Olivier Messiaen... Cf. Bernard Gavoty, *Alfred Cortot*, Paris, Buchet-Chastel, 1977, pp. 161-162.

transformé en Comité professionnel de l'Art musical et de l'enseignement libre de la musique le 14 octobre 1943).

Au niveau de la musique, justement, surgit le nom d'un grand conseiller du prince en matière culturelle : le pianiste Alfred Cortot. Ce dernier, directeur de l'École normale de musique, interprète mondialement célèbre, faillit remplacer Hauteœur à la Direction des Beaux-Arts. Rivaud, ministre de l'Éducation en juin 1940, l'avait nommé temporairement "Haut-Commissaire aux Beaux-Arts". En juillet suivant, le Premier ministre de la Jeunesse et des Sports, Ybarnégaray, lui avait proposé un poste de directeur artistique des services de la jeunesse. Le successeur de ce dernier, Georges Lamirand, en fit un de ses chargés de mission pour les questions culturelles. On le présenta même comme le responsable des "services artistiques" du Secrétariat général à la Jeunesse. En octobre 1940, Cortot publia une lettre ouverte aux jeunes dans *Voici la France*. Contre les "à peu près", pour refaire le pays, il y prônait le vieux culte des arts et lançait cette sorte d'esquisse officielle de politique culturelle :

"Je rêve, pour ma part, de voir s'élever, ici et là, sur le territoire français, des Maisons de Jeunes où, dans les veillées, on vous aiderait à évoquer les enseignements de la beauté sous ses divers aspects. Ni bricolage ni dilettantisme dans ces réunions, où alterneraient chansons de métier ou de terroir, danses et légendes régionales, travaux d'artisanat, projections de tableaux et de monuments, auditions musicales, apprentissage des disciplines chorales. N'oubliez pas que la beauté est dans l'œil de celui qui regarde. Apprenez donc à regarder, à entendre, à comprendre. Adoptez une belle devise : "Plus est en nous". Et n'oubliez pas que l'on ne chante pas toujours parce que l'on est joyeux, mais aussi parce que l'on est courageux"⁴.

Membre du Conseil national en 1941, conseiller technique du ministère de l'Éducation nationale pour la musique en 1942, membre de la Commission d'étude des questions de jeunesse du Conseil national, réunie du 5 au 12 mars 1942, Cortot participa activement à la création du Comité d'organisation professionnelle de la musique qu'il présida, de même qu'à celle des Jeunesses musicales de France, fondées en 1942 par René Nicolly, résolument apolitiques. Il donna, souvent en présence de l'occupant, de nombreux concerts officiels, notamment au profit du Secours national, et accepta en juin et novembre 1942 une tournée en Allemagne avec le violoniste Jacques Thibault, à l'invitation du chef de la Philharmonie de Berlin, Fürtwangler, ce qui lui permit de

⁴ Cité par Bernard Gavoty, *ibidem*, p. 158.

jouer dans des camps pour les prisonniers français. Elitiste, aristocrate même, Alfred Cortot n'en négligea pas pour autant la vulgarisation et la pratique élargie des formes artistiques. Par exemple, dans les revues officielles du Commissariat général aux Sports, il défendit la place du chant choral populaire dans "l'éducation générale" que voulait mettre en œuvre Jean Borotra. La discipline chorale complétant le geste sportif de tous les athlètes en herbe, ne renouerait-elle pas avec le modèle grec de l'exercice du rythme, dans l'ambiance de "nos beaux refrains régionaux" de terroir et de métier, dans la joie du plein air, dans une communion communautaire, en un "coude à coude mental" bien encadré par des moniteurs ?

Le 30 décembre 1940, un communiqué de l'agence Havas fit savoir officiellement que le gouvernement avait fait appel au grand interprète pour étudier le programme culturel que le gouvernement comptait offrir à la jeunesse française, un programme qui fut ainsi présenté :

"Ses projets sont multiples. Celui auquel il tient le plus, ce sont les maisons de la jeunesse, qui doivent être construites à côté de chaque terrain d'éducation physique : la France en comptera un jour 17 000, éparées à travers tout son territoire, dans la métropole et outre-mer.

Cependant, dit Monsieur Cortot, je considérerai la chose comme certaine, le jour où la première surgira avec sa valeur d'exemple, dessinée, construite, décorée, par ceux-là même à qui elle sera destinée.

Monsieur Alfred Cortot, qui d'Amsterdam à Buenos-Aires, a servi pendant trente ans la culture et la musique française, songe aussi à redonner à notre musique populaire la place qu'elle a perdue. Ainsi il remet en vigueur les chansons du territoire, les danses issues de notre sol ; il lance l'idée d'un théâtre spontané, d'une nouvelle "Commedia del Arte", avec son jaillissement continu, qui fera de lui le théâtre vrai, celui de la France nouvelle".

Alfred Cortot, négligé par l'historiographie des politiques culturelles de Vichy, fut donc un temps, à l'ombre de Hauteœur, l'inspirateur officieux, symbolique, qui apporta le prestige de son nom aux vellétés d'action ministérielle. C'est lui qui, responsable de "l'initiation artistique" au Secrétariat général à la Jeunesse, allait encore encourager le mouvement culturel Jeune France dont il fut l'un des premiers conseillers artistiques.

Les conditions de création, d'organisation, de fonctionnement, comme les objectifs du groupe Jeune France sont aujourd'hui connus, grâce aux travaux de Véronique Chabrol. L'association reflète bien, dans sa forme et ses contenus, les tendances comme les

contradictions du Secrétariat à la Jeunesse de Georges Lamirand, qui favorisa et agréa la création du mouvement. Celui-ci fut en fait son organisme officiel en matière de diffusion de la culture auprès des jeunes.

Le réseau de sociabilité qui favorisa l'émergence de l'association est celui qui occupa à Vichy, dès juillet 1940, les postes de la nouvelle administration de la Jeunesse. Convergèrent là, réunis par Paul Baudouin⁵, des jeunes intellectuels marqués par des orientations catholiques spécifiques, posées dès les années 20 et 30, (bien repérées par Wilfred D. Halls et par Bernard Comte⁶) : celles des équipes sociales de Robert Garric, mouvement chrétien d'échanges intellectuels et d'action sociale (fondé en 1919), les Scouts de France (des Pères Doncœur et Forestier), et, surtout, le scoutisme routier (dont les dirigeants, Pierre Goutet, premier directeur de la Jeunesse de juillet 1940 à janvier 1941, Pierre Schaeffer, fondateur de Radio Jeunesse et de Jeune France, et Paul Flamand, membre de la coopérative éditrice des Poitevins). Plutôt "apolitiques" ("j'étais en fait en dehors de toute action politique. Ce qui m'intéressait, c'était le social. La politique, j'en avais une frousse terrible", nous déclarera Georges Lamirand en 1986⁷), influencés par *La Revue des Jeunes* de Robert Garric, par l'idéologie de militaires bâtisseurs comme Lyautey (qui marqua aussi La Porte du Theil, créateur des Chantiers de Jeunesse en juillet 40, ou Dunoyer de Segonzac, fondateur de l'École des chefs de La Fauconnière puis d'Uriage), ces intellectuels sont plus des

⁵ Paul Baudouin (1894-1965) : polytechnicien, inspecteur des Finances, directeur de la Banque d'Indochine, expert financier, ami du Comte Ciano, il avait côtoyé aussi l'Action française, tout en étant très catholique. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Paul Reynaud, en mars 1940, il fut nommé par Pétain ministre des Affaires étrangères le 16 juin, poste qu'il conserva jusqu'à Montoire. Il devint secrétaire d'État à la Présidence du Conseil chargé de la Jeunesse et de la Légion, enfin de l'Information, avant de quitter le gouvernement le 2 janvier 1941. Il se montra un des principaux architectes de la nouvelle administration de la jeunesse en 1940. À la frange de la démocratie libérale, il se fit dès 1938 le propagandiste d'un redressement moral et hiérarchique, mêlant la foi laïque et la foi chrétienne, dont le fer de lance devait être une jeunesse renouée.

⁶ Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage*, *op. cit.*, pp. 27-49.

⁷ Entretien avec Georges Lamirand, à son domicile parisien le 13 juin 1986, en présence de Raymond Courtot, délégué régional à la Jeunesse en Aquitaine, de février 1941 à décembre 1942. Nous donnons entre parenthèses certains extraits de cette entrevue enregistrée.

réalistes que des artistes, des gestionnaires, des hommes d'action que des penseurs.

Certains avaient fréquenté dans les années d'avant-guerre des cercles technocratiques (autour d'Ernest Mercier ou de Raoul Dautry notamment), plus que des partis. Elitistes, antidémocrates, nationalistes, ils ne sont pas antirépublicains : certains sont passés par le moule des grandes écoles et sa logique de compétition intellectuelle (Normale supérieure pour Henri Dhavernas, chef des Compagnons de France, Polytechnique pour Pierre Schaeffer, Centrale pour Lamirand). Leur christianisme est viril, "intégral", charnel, communautaire, volontaire, éducateur, péguyste, indépendant, conquérant⁸. Selon le témoignage de Pierre Schaeffer, ces jeunes préfèrent la vie et la liberté, aux vieux modèles de l'autorité ecclésiastique. Leur engagement relève plutôt des mouvements de jeunesse des années trente, incluant l'autonomie des groupes de jeunes, la découverte de la nature et la mixité, que des modèles compassés, paternalistes, des patronages catholiques ou des œuvres diocésaines de la fin du XIX^e siècle. Schaeffer, dans ses mémoires, parle de "laïcité pratique" d'inspiration catholique pour désigner ces enthousiasmes, et il insiste sur l'importance de cette "seconde vie" que lui apportèrent le scoutisme actif et l'intégration dans les équipes sociales nancéiennes. Beaucoup de ces jeunes étudiants n'étaient-ils pas coupés du monde par l'univers abstrait des grandes écoles ? Il se souvient bien du "malaise existentiel" qui le traversa, lui et ses camarades, partagés de façon "schizoïde" entre le savoir et la vie, en un "divorce fondamental", difficile à combler⁹. Vichy, dans les hésitations et les tâtonnements du début, permettait soudain, à l'appel des copains, d'entrer dans l'action, d'affronter la "vraie vie" face à des circonstances difficiles, de bousculer d'un seul coup les blocages passés et de jeter un défi, face à l'humiliation intériorisée de la défaite. Mais pour y faire quoi ? Dans l'immédiat, l'occasion se présentait de s'engager dans le nouveau Secrétariat à la Jeunesse autour de Paul Baudouin. Ceux qui avaient été les premiers disponibles allaient être rejoints par d'autres dans les services confiés à Georges Lamirand le 25 septembre 1940. Dans quelles conditions ce dernier prit-il ses nouvelles fonctions ?

Lamirand était né à Toulouse, le 12 juin 1899. Ses grands parents paternels étaient instituteurs (sa grand-mère appartenait à

⁸ Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage*, op. cit., p. 40.

⁹ Pierre Schaeffer, *Les antennes de Jéricho*, Paris, Stock, 1978, pp. 152-153.

la famille La Tour d'Auvergne). Il hérita d'un double modèle de socialisation, républicain par son père, catholique par sa mère. Son père Jean-Baptiste, originaire de Saint-Sauves dans le Puy-de-Dôme, d'esprit scientifique (reçu major de Normale supérieure), fut professeur de physique-chimie au Lycée de Toulouse, puis dans la capitale au Lycée Saint-Louis en 1904, avant d'être nommé Inspecteur général de l'enseignement à 35 ans, par le Recteur de Paris. Sa mère, Jeanne, très pieuse, qui fréquentait les cercles dominicains, était la fille du célèbre organiste Guiraud (elle mourut très tôt). Après des études à Paris au Lycée Henri IV (où il eut notamment pour ami Léo Lagrange), il réussit le concours de Centrale (préparé pendant un an à Louis-le-Grand) et devint Ingénieur des Arts et Manufactures, tout en passant une licence en droit de l'Université de Paris. Mobilisé en 1918, il servit peu de temps avant l'Armistice en tant qu'enseigne d'artillerie. Il obtint un premier poste d'Ingénieur aux Hauts-Fourneaux des Acieries de Denain-Anzin et Béthune en 1923, puis à celles de Pompey en 1928 (nommé là ingénieur principal dans l'usine qui abrita la première section jociste de France). Très jeune, il milita dans les équipes sociales de Robert Garric, qui devait devenir son ami intime. On le choisit comme vice-président du mouvement au niveau national. Il y défendit l'action sociale, notamment en favorisant l'institution de cours du soir pour les travailleurs et d'une formation professionnelle pour les jeunes apprentis. Par l'aumônier de la JEC de Nancy, le Père Lejeune, il rencontra le maréchal Lyautey en 1931, et lui dédicaça un article destiné à *La Revue des Jeunes* de Garric, sur le rôle social de l'ingénieur. Lyautey, qui l'avait invité à déjeuner, lui ordonna d'en faire un ouvrage qu'il préfaça avec le directeur de Centrale. Dans ce livre, Lamirand cite souvent le Père de Sertillanges, son directeur de conscience et son ami. Il fréquenta aussi divers cercles technocratiques, comme Le Redressement français d'Ernest Mercier, où il prononça des conférences.

À la déclaration de guerre, en 1939, Lamirand, revenu à Paris, où il dirigeait le personnel des Messageries Hachette, fut mobilisé comme officier d'artillerie (il sera commandant à l'Armistice) à Lothringen, où on le chargea de l'évacuation des usines. Raoul Dautry, ministre de l'Armement, le convoqua et le promut séance tenante Ingénieur général, avec la mission de réorganiser très vite diverses unités. Selon son témoignage, avec un réseau d'amis de Centrale, il redressa la situation en trois mois. Dautry lui offrit ensuite le poste de directeur d'une usine de guerre de Moulins. Venant le visiter un jour en compagnie de Louis Renault, ce dernier, séduit par son efficacité, proposa de le nommer directeur de ses

usines de Billancourt, ce qu'il accepta. Un jour de septembre 1940, Georges Lamirand reçut un coup de fil du général de La Laurencie, lui indiquant que le chef de l'État souhaitait le voir immédiatement à Vichy. Il partit le soir même en wagon-lit, après en avoir référé à son patron.

Pétain le reçut le lendemain. Il avait décidé de lui confier la jeunesse. L'ingénieur, sidéré, ne put refuser. L'ordre était comminatoire. Mais il lui fallait obtenir l'accord de Louis Renault. Ce dernier, contacté téléphoniquement, arriva aussitôt pour récupérer son homme de confiance. Une discussion interminable s'engagea avec le maréchal. L'industriel tenait tête. Le chef de l'État obtint qu'il le lui "prêtât" un mois ("pour commencer", chuchota ce dernier en se tournant vers Lamirand). L'aventure allait durer trente mois...

Lamirand ne reçut aucune consigne précise de la part de Pétain qui lui déclara d'entrée :

"J'ai décidé de vous confier la jeunesse de France. D'après ce que je sais sur vous, vous connaissez les questions sociales et les problèmes de jeunesse. Ce que vous ferez, ce sera bien. La seule chose que je vous demande, c'est de me tenir au courant".

Ainsi adoubé, comme un chevalier, de façon charismatique, il allait lancer sa croisade maréchaliste dans tout le pays (seule politique dont il fût capable, dirent les mauvaises langues). Lui qui patronna l'association Jeune France et encouragea sa fondation, choisit des options très propagandistes en matière de politique de la jeunesse.

A son entrée en fonction, Lamirand ne fit que confirmer les orientations déjà engagées par l'équipe précédente d'Ybarnégaray et du général d'Harcourt, consolidées par Pierre Goutet, titulaire de la Direction de la Jeunesse, et supervisées par Paul Baudouin. Il défendit l'institution des Chantiers, menacée et en situation matérielle difficile, conserva les Compagnons de France (qu'il jugeait cependant trop "mystiques" et peu réalistes)¹⁰. Il hérita aussi de structures créées en faveur des jeunes chômeurs et réfugiés de 17 à 20 ans : les Centres ruraux de jeunesse et leurs homologues urbains, les "ateliers de jeunesse", dont l'encadrement commençait

¹⁰ Georges Lamirand a dressé lui-même un historique et un bilan de son action lors de la séance du 5 mars 1942 devant la Commission d'étude des questions de Jeunesse du Conseil national. Cf. Archives nationales, A G II 440 Dossier C. Nous avons suivi celle-ci également à partir des dossiers concernant l'action du Secrétariat général à la Jeunesse contenus dans les Archives départementales de la Gironde (série continue).

à être assumé par les premiers Centres régionaux de chefs et moniteurs. Les objectifs furent fixés dès la prise de fonction : encadrer et reclasser professionnellement les jeunes, leur donner une formation civique au service de la communauté (en les faisant par exemple participer à des travaux de défrichement au sein du Secours national dirigé par Robert Garric à Royat), une formation physique mais aussi une formation culturelle et de propagande, pour les attirer dans les centres nouvellement créés. Celle-ci était ainsi présentée dans les circulaires envoyées aux préfets :

"Tous les jeunes doivent être à même de cultiver leur esprit et d'enrichir leur personnalité. La jeunesse doit tenir sa place et jouer un rôle dans toutes les manifestations intellectuelles et artistiques : presse, théâtre, cinéma, radio".

Dans le premier mois suivant sa nomination, Lamirand étudie la situation, consulte, fait des visites de terrains. Il doit "mettre de l'ordre dans la maison" et dégager de grandes lignes d'action. Il ne prend contact avec la presse, pour présenter celles-ci, que le 8 novembre 1940. Pour lui, le problème premier est celui du chômage et du désœuvrement des jeunes qui "errent dans les rues". Le second est celui de constituer une équipe, représentative de toutes les professions ("ouvriers, paysans, étudiants, ingénieurs, industriels, médecins, artistes"), généreuse, volontaire, éloignée des "clans et des égoïsmes", dirigée par "un seul chef d'orchestre". Sans bouleverser l'équipe mise en place en juillet 1940, c'est, selon son témoignage, avec Robert Garric qu'il étoffera son administration ("ensemble nous avons cherché des hommes auxquels nous devons faire appel"). La difficulté consistait à recruter dans les deux zones, et à articuler l'administration centrale de Vichy avec les bureaux de Paris (rappelons ici qu'une ordonnance allemande du 28 août 1940 avait interdit en zone occupée les mouvements de jeunesse à caractère paramilitaire, comme les Compagnons, les Chantiers, les Scouts, mais aussi la JOC). Lamirand plaça à la tête de la délégation parisienne Maurice Rohrbach, qu'il avait apprécié aux Messageries Hachette quand il en dirigeait le personnel. Il nomma directeur de son Cabinet Guinet, un camarade de promotion de Centrale (qui lui avait incidemment téléphoné de Lyon pour lui annoncer la naissance d'un enfant). Ses crédits lui furent accordés selon son témoignage sans difficulté par un autre camarade des grandes Ecoles, ministre des Finances ("grâce à Bouthillier, j'ai eu beaucoup de chance, j'ai eu tout ce que j'ai voulu"). Ceci est d'autant plus à noter que son collègue Jean Borotra, Commissaire général aux Sports, affirmera l'inverse au sujet de "l'avare Bouthillier" dont il se souvient qu'il

devait lui arracher ses millions¹¹. Le tableau ci-après présente les budgets du Secrétariat général (ordinaires et extraordinaires, y compris les dépenses d'Alsace-Lorraine), comparés à ceux du Commissariat général aux Sports, des Chantiers de Jeunesse, des Beaux-Arts et de l'Éducation nationale.

	1940	1941	1942	1943	1944
Secrétariat à la jeunesse		non précisé	140 824 408 F	196 356 651 F	200 873 805 F
Travaux anti-chômage SEJ		768 870 174 F	870 827 134 F	779 726 972 F	1 343 023 307 F
Education générale et Sports	164 785 232 F	212 281 979 F	539 702 338 F	597 810 769 F	620 131 683 F
Chantiers de jeunesse		1 393 833 220 F	1 631 655 461 F	1 734 437 838 F	1 130 696 877 F
Beaux-Arts	233 598 544 F	326 887 265 F	415 467 541 F	467 597 542 F	522 031 489 F
Education nationale	4 640 629 093 F	5 063 148 236 F	6 524 723 884 F	8 227 282 268 F	10 556 126 650 F

Pour ce qui est du seul Secrétariat général à la Jeunesse, précisons que la structure des dépenses, quasiment identique de 1940 à 1944, donna la priorité, dans un ordre décroissant aux subventions (entre 56 % et 73 %), aux frais de matériel et de fonctionnement des services (entre 9 % et 16 %), aux frais de personnel (11 % à 13 %), aux dépenses diverses (4 % à 14 %), aux travaux (1 % à 3 %) et aux charges sociales (0,6 %). Ces chiffres montrent les limites organisationnelles de la nouvelle administration, qui réalisa peu directement, et se contenta surtout de distribuer des fonds à des mouvements de jeunesse ayant statut d'association-loi 1901. Trois fois moins financé que le Commissariat général aux Sports, avec des budgets inférieurs à ceux des Chantiers de Jeunesse, Lamirand allait de ce fait peser d'un poids très relatif sur les processus décisionnels du gouvernement de Vichy. Son ministère, orienté autour du contrôle et de la coordination des mouvements, fut surtout celui de la parole, de la symbolique maréchaliste, compensatoire et contagieuse.

¹¹ Cf. le témoignage de Jean Borotra dans *Le gouvernement de Vichy - 1940-1942*, colloque sous la direction de René Rémond, Paris, Armand Colin-FNSP, 1972, p. 287.

La méthode de cet "enfant chéri" de Pétain, rencontré lors du repas dominical, consistait en une sorte d'apostolat visant à sauver la jeunesse du chômage, à la détacher de l'influence des mouvements de collaboration et des allemands en zone occupée, à la dissuader aussi de suivre les voies multiformes de la dissidence gaulliste, ce "crime contre la Patrie" qui tentait tant de jeunes "patriotes égarés". Il fallait "occuper le terrain", être présent, libérer un enthousiasme verbal, lyrique, afin de capter la passion si facile à conquérir des jeunes.

D'où la prédominance des activités de propagande, des voyages entamés dès décembre 1940 en zone libre (Toulouse, Marseille, Tarbes, Pau...). Pour la zone occupée, le Général von Stülpnagel accepta ces tournées, contre toute attente, car la politique des militaires allemands, précise Rita Thalmann, était de limiter l'influence de l'Eglise¹² : il fallait cependant éviter l'effervescence de la jeunesse ainsi canalisée, malgré une hostilité systématique à l'encontre des mouvements catholiques. Lors des voyages du secrétaire général à Rouen, Dieppe, Le Havre, Bordeaux... se répétèrent des discours improvisés, construits à l'identique. Même mise en scène lors des déplacements : un homme sportif, bondissant, souriant, revêtu d'une canadienne au col fourré, chaussé de bottes ou de souliers ferrés, avec culotte de cheval. Un aviateur de l'aéropostale qui va prendre son envol. Les allocutions se succèdent, comme les visites-éclair dans les bistrotts, les mains serrées dans les rues aux passants, les interpellations généreuses, démagogiques, galvanisantes... Des mots pour ne rien dire. Une politique de la présence. Des gestes. Et des discours néoreligieux, des homélies. Idéologie affective compensatoire. Les jeunes acclament l'orateur, agitent des mouchoirs ("qui jaillissent au dessus de la masse des têtes blondes ou brunes comme un vol de mouettes"¹³). Partout des chants ou des danses accompagnent les cérémonies tricolores, ornées de francisques géantes, de slogans, de portraits du vieux chef, de drapeaux qui claquent. L'immense mise en scène devait faire oublier bien des choses. Pucheu, ministre de l'Intérieur, dira de cet adversaire, dans ses mémoires, qu'il était "beau garçon, beau parleur, beau flatteur, toujours attentif à

¹² Rita Thalmann, *La mise au pas. Idéologie et stratégie sécuritaire dans la France occupée*, Paris, Fayard, 1991, pp. 85-116, sur le contrôle allemand en zone occupée de l'Eglise catholique, et des politiques de la jeunesse et de l'enseignement.

¹³ Compte-rendu de la visite de Georges Lamirand, *Le Petit Dauphinois*, 9 mars 1941, cité par Pierre Giolitto, *Histoire de la Jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, p. 449.

paraître l'ami de tout le monde"¹⁴. Propagande "fasciste" ou messes politiques néocatholiques en plein air ?

A la Radio française de Vichy, le 25 avril 41, le secrétaire général considéra la collaboration comme un apport, avec son génie propre, de la France à "la construction du nouvel édifice européen", "nécessaire au siècle de la radio et de l'avion" (euphémisation laconique). Prétexte pour répéter, comme chaque fois, que ce qui comptait, c'était, derrière "le seul chef", "vénééré", "indiscuté", "providentiel", qui décide solitairement, la mise en œuvre de la Révolution nationale. Celle-ci? Une "véritable révolution sociale dans l'ordre et dans le calme", exigeant discipline, hiérarchie, ruptures et constructions, sens de la solidarité, de la collectivité, non de l'intrigue, avec pour mots d'ordre : "croire, obéir, combattre", dans "l'union", "vers l'unité". A Marseille, le 11 mai 1941, emporté par son lyrisme, Georges Lamirand déclara devant les jeunes rassemblés que la collaboration ne devait être appliquée que comme un stratagème, un "bon tour" à jouer aux Allemands. Après ces propos, le Préfet lui déclara qu'il avait été "bien imprudent". Un rapport de la police politique allemande de Paris nota cet élan de sincérité¹⁵. Transmis aux autorités militaires par Helmut Knochen, chef du BDS, ce document policier, après avoir insisté sur sa conception strictement catholique de l'organisation de la Jeunesse, stigmatisait en ces termes la condescendance du secrétaire général envers certains jeunes "indésirables" :

"Bien que Lamirand, dans des entretiens, notamment avec des Allemands, ait critiqué sévèrement le Cardinal Gerlier de Lyon, il est pourtant aligné sur une vision du monde catholique (...). Avant la Guerre, Lamirand était un meneur actif des jeunesses catholiques dans le sud de la France. Dans ses fonctions actuelles, il ne reconnaît officiellement que l'association de jeunesse chrétienne. Particulièrement les chefs des Unions catholiques "Jeunesse Ouvrière chrétienne" et "Jeunesse Etudiante Chrétienne" lui sont dévoués aveuglément. La "Staatsjugend" (jeunesse d'État) qu'il veut instaurer en France, il ne peut se la représenter philosophiquement et organisationnellement que catholique. Pour ses réalisations dans le domaine de l'assistance publique de la jeunesse, il a écarté le modèle du vice-président de la Phalange espagnole, le Père Rodriguez. De plus, à ce sujet, il est significatif que le siège de "la jeunesse de France", notamment les

¹⁴ Pierre Pucheu, *Ma vie*, Paris, Amiot-Dumont, 1948, p. 292.

¹⁵ Centre de Documentation Juive Contemporaine, LXXX VII-1, rapport du BDS de Paris au MBF du 24 mars 1942, pp. 108-111.

ateliers de jeunesse, se trouve dans les Ecoles dirigées par les jésuites à Paris, 5 Rue de Madrid (...).

Pour les étudiants de couleur, Lamirand a fondé un "Foyer Colonial" dans un "Centre féminin", et, de même, dans le Camp de Jeunesse de Mérignac, furent accueillis des nègres et des négresses. A Toulouse, en avril 1941, Lamirand fut reçu non seulement par les "Scouts de France" (interdits et dissous en Zone occupée), mais aussi et surtout par les "Eclaireurs Israélites", une organisation de Jeunesse juive¹⁶.

Plus de quarante ans après, l'intéressé nous a présenté sa doctrine comme "très simple" :

"La dominante de mon action, c'était l'amour. Je voulais apprendre aux jeunes à s'aimer, à ne pas se battre les uns contre les autres, à marcher ensemble. Pour moi, les jeunes, c'était le lendemain. Nous étions dans une épreuve terrible. Il y avait l'occupant, le boche, qui était là. Ce que nous devons faire, c'est que la jeunesse de France ait confiance dans l'avenir. Et qu'elle se décide à gagner la partie"¹⁷.

Faire acclamer Pétain partout, comme un étendard, promouvoir la Révolution nationale, jamais définie sinon comme "la volonté du Maréchal", c'était, selon celui qui se désigna lui-même comme "le représentant du Maréchal auprès de la jeunesse française", redonner confiance en la France, perpétuer son existence, prendre une revanche sur la réalité de l'occupation, tendre tous les ressorts psychologiques du pays, particulièrement en zone occupée, pour faire face au défi de la défaite :

"C'était une espérance, point un endoctrinement ou une idéologie d'État".

Dans un entretien, le délégué régional à la Jeunesse d'Aquitaine, Raymond Courtot, nous décrira la méthode Lamirand en des termes, empreints d'une certaine distanciation critique, accompagnés de quelques réserves :

"Il y avait pas mal de monde au Secrétariat général, des services, du personnel, des étiquettes, sans d'ailleurs que les gens sachent ce que l'on attendait d'eux, beaucoup de cafouillages et très peu d'idées claires. Georges Lamirand était du côté ecclésiastique, mais avec prudence. C'était un homme de grande bonne volonté, pur d'intention, diplomate de tempérament, brillant orateur. On pouvait l'écouter pendant une heure avec satisfaction, mais on ne pouvait pas résumer l'intervention. Il avait l'art de parler pour ne rien dire. Un grand art... celui d'enfiler agréablement des mots

¹⁶ Ibid., p. 111.

¹⁷ Entretien enregistré avec Georges Lamirand, 13 juin 1986.

Winock, Michel : 5, 10, 15, 16, 64,
75, 94, 267, 270, 319, 340, 341, 355,
363, 367, 372, 385.

Winter (docteur) : 316, 332.

Wistrich, Robert S. : 373, 385.

X

X CRISE : 108.

Y

Ybarnégaray, Jean : 29, 34.

Yvan-Sicard, Maurice : 323.

Yvoire, Jacques d' : 133.

Z

Zérapha, Georges : 67, 73.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	5
PRÉFACE.....	7
INTRODUCTION	13
PREMIÈRE PARTIE - VICHY ET LA CULTURE.....	23
CHAPITRE I - UNE CULTURE D'ÉTAT.....	27
I - Une politique de la jeunesse et de la culture.....	28
II - L'association "Jeune France"	47
III - Emmanuel Mounier face à Vichy.....	63
IV - Emmanuel Mounier, conseiller de "Jeune France"	80
CHAPITRE II - CULTURE QUI ROULE N'AMASSE PAS MOUSSE	97
I - Les premières difficultés de "Jeune France ".....	98
II - L'offensive des "Catholiques durs"	108
III - L'éviction de Mounier et la suspicion contre "Jeune France "	119
IV - La contre-attaque manquée de Pierre Schaeffer et Paul Flamand.....	142
V - La liquidation de "Jeune France "	159
DEUXIÈME PARTIE - LE FRONT ANTIPERSONNALISTE À VICHY	171
CHAPITRE I - LE FRONT HUMANISTE CHRÉTIEN FASCISANT.....	175
I - Le triangle du Moulin de Labarthète - Pucheu- Marion.....	176
II - Les visées de Pucheu sur la jeunesse	193
III - Les rapprochements au Conseil national	203
CHAPITRE II - LE FRONT COMMUN DES NATIONAUX AUTORITAIRES	215
I - Le bailleur de fonds propagandiste Paul Marion.....	215

